

Le Réseau de coordination des Conseils applaudit la nouvelle Politique d'aide internationale féministe

*** Pour diffusion immédiate ***

Le 12 juin 2017 - Le Réseau de coordination des Conseils provinciaux et régionaux pour la coopération internationale (RCC) félicite Affaires mondiales Canada pour le lancement de sa nouvelle [Politique d'aide internationale féministe](#) (PAI), dévoilée le 9 juin 2017 par la ministre du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau. Un réseau de huit Conseils représentant près de 400 organisations de la société civile (OSC) à travers le Canada, le RCC apprécie les nombreux éléments de la PAI qui reflètent la voix et les recommandations des OSC, et est encouragé par l'engagement envers une approche pangouvernementale pour faire face aux grands défis mondiaux.

La PAI fait écho à plusieurs recommandations importantes incluses dans le [mémoire du RCC](#) qui avait été soumis dans le cadre de l'Examen de l'aide internationale (EAI), notamment :

- des liens avec les Objectifs de développement durable,
- une approche fondée sur les droits de la personne,
- une emphase placée sur les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables, ainsi qu'une progression vers une définition plus flexible et réactive en termes d'engagement géographique,
- un engagement à prendre en compte la perspective des personnes qui bénéficient de l'aide, en cohérence avec la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle.

Janice Eisenhauer, directrice générale de l'organisation Canadian Women for Women in Afghanistan, une organisation membre de trois des Conseils provinciaux et régionaux du RCC¹, est encouragée par l'annonce : « Cette politique va au-delà du capital humain de ce pays afin de trouver des solutions pour surmonter les obstacles à l'avancement de la condition des femmes. Elle regarde plutôt du côté du capital humain des pays hôtes pour trouver des solutions aux problèmes avec lesquels ces personnes sont plus familières - on pense aux personnes et à ce qu'elles peuvent faire plutôt qu'aux choses qu'on peut leur donner. » Jocelyn Leblanc, un jeune délégué du Conseil atlantique pour la coopération internationale (CACI) ayant assisté au lancement de la politique, mentionne également que d' « obliger toutes les OSC travaillant dans le domaine de la coopération internationale à adopter une approche fondée sur l'égalité entre les sexes est une victoire pour l'égalité ; une victoire pour la justice ; et une victoire pour tout le monde. »

La PAI définit [six champs d'action interreliés](#) et un thème transversal important sur l'égalité entre les sexes et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Ceci sera appuyé par un fonds de 150 millions de dollars sur cinq ans – dans le cadre du nouveau Programme sur la voix et le leadership des femmes- qui vise à répondre aux besoins des organisations locales de femmes dans les pays du Sud qui s'efforcent de promouvoir les droits des femmes et des filles ainsi que l'égalité entre les sexes. Tous les champs d'action sont destinés à être appuyés par les fonds supplémentaires qui ont été annoncés plus tôt au cours de l'année, incluant les 650 millions de dollars sur trois ans pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, le fonds de 100 millions de dollars pour les petites et moyennes OSC, et les 2,65 milliards de dollars promis à l'Accord sur le climat de Paris.

¹ [Canadian Women for Women in Afghanistan](#) est membre du Conseil atlantique pour la coopération internationale, du Manitoba Council for International Cooperation et de l'Alberta Council for Global Cooperation.

Bien que le RCC applaudisse le lancement de cette nouvelle politique, il continue d'espérer que le Canada s'engagera à augmenter le niveau global de son aide publique au développement pour atteindre l'objectif international fixé à 0,7 % du revenu national brut. Le RCC continue également d'appeler à l'élaboration d'une politique claire en matière de partenariat avec le secteur privé dans la coopération internationale et à la promotion de la collaboration intersectorielle.

Lors de l'annonce de la politique, la ministre Bibeau a mis au défi les OSC de consulter et d'impliquer les femmes dans les processus de prise de décisions et de mise en œuvre au niveau local, ainsi que de partager avec fierté les résultats, les réussites et les leçons tirées de leurs programmes. Jennifer Sloom, directrice générale du CACI, répond que « le RCC est optimiste que le gouvernement s'engagera à investir davantage en éducation et en engagement du public sur la coopération internationale en vue de relever ces défis. » La ministre a reconnu dans son annonce la nécessité de susciter la passion et l'engagement envers l'aide internationale, et que ceci est dans l'intérêt de tous les Canadiens et les Canadiennes. Heather McPherson, directrice générale de l'Alberta Council for Global Cooperation, dit que « le RCC espère continuer sa collaboration avec Affaires mondiales Canada dans le processus de mise en œuvre de la politique, pour ainsi s'assurer ensemble qu'une stratégie et une politique globale d'engagement du public soit une composante intégrale de cette nouvelle PAI féministe. »

Pour plus d'informations sur le travail du Réseau de coordination des Conseils provinciaux et régionaux, veuillez communiquer avec :

Sara Farid

Coordonnatrice nationale

Réseau de coordination des Conseils provinciaux et régionaux

(604) 260-0424

(778) 866-8805

icn.rcc@bccic.ca



Michael Simpson, Directeur général
British Columbia Council for International Cooperation



Tracey Wallace, Directrice générale
Northern Council for Global Cooperation



Heather McPherson, Directrice générale
Alberta Council for Global Cooperation



Jacqui Wasacase, Directrice générale
Saskatchewan Council for International Cooperation



Janice Hamilton, Directrice générale
Manitoba Council for International Cooperation



Kimberly Gibbons, Directrice générale
Ontario Council for International Cooperation



Michèle Asselin, directrice générale
Association québécoise des organismes de coopération internationale



Jennifer Sloom, Directrice générale
Atlantic Council for International Cooperation

Le Réseau de coordination des Conseils (RCC) est un réseau dynamique regroupant les huit Conseils provinciaux et régionaux canadiens pour la coopération internationale qui luttent pour la justice et le changement social.

550 – 425 rue Carrall Vancouver CB V6B 6E3

<http://globalhive.ca/> | icn.rcc@bccic.ca | 604 – 260 – 0424